

*Initiatives ministérielles*

En 1989, plus de 5 milliards de dollars ont été dépensés par le gouvernement fédéral. Depuis 1984, plus de 2,5 milliards de dollars en argent frais ont été dépensés au chapitre des sciences et de la technologie au palier fédéral, et les 5 milliards de dollars n'ont trait qu'au financement direct.

De plus, le gouvernement fédéral finance indirectement les travaux de recherche et de développement effectués par les universités, au moyen des paiements de transfert accordés pour le financement des programmes établis, et ceux réalisés par l'industrie en lui accordant des encouragements fiscaux.

De grandes réalisations et de belles initiatives ont été rendues possibles grâce à la recherche fondamentale partiellement financée par le gouvernement fédéral. Les exemples abondent. Il y a, notamment, le financement au coût de 7 millions de dollars de l'Institut canadien des recherches avancées, reconnu par sa capacité incroyable à créer des réseaux de collaboration dans des domaines comme la robotique et la biotechnologie. Mentionnons également la sélection de 14 réseaux à l'intérieur des réseaux du Programme des centres d'excellence, évalués à 240 millions de dollars, qui servent à relier les programmes de recherche scientifique des industries, des universités et du gouvernement dans les domaines du génie, des sciences naturelles, de la médecine, de la fabrication, des affaires, des ressources et de la haute technologie, partout au pays. Chaque réseau regroupe entre 5 et 25 établissements et sociétés.

Fait intéressant à noter, monsieur le Président, et que vous connaissez sûrement déjà, l'Université de Calgary est affiliée à 7 de ces 14 centres. Si je ne m'abuse, votre université, l'Université de l'Alberta à Edmonton, est affiliée à 8 d'entre eux.

Il y a également le Programme Bourses Canada doté d'un budget de 80 millions de dollars. Tous les ans, ce programme accorde 2 500 bourses d'études, reconnaissant ainsi le mérite de nos meilleurs étudiants et les encourageant à poursuivre des études de premier cycle en génie et en sciences naturelles. Les boursiers sont sélectionnés d'après leurs succès scolaires, et au moins la moitié des bourses sont actuellement accordées à des étudiantes exceptionnelles.

Je viens justement d'envoyer des lettres à dix étudiants de ma circonscription qui ont obtenu des bourses cette année. Cela démontre, je crois, que nous reconnaissons, partout au pays, le travail de nos jeunes et que nous tentons de les inciter à faire carrière dans les domaines du génie et des sciences. C'est sûrement dans ces domaines que réside l'avenir de notre pays.

• (1330)

J'admets certes qu'il faudrait toujours davantage de ressources financières. Mais je reconnais aussi le nouveau plan quinquennal du Conseil national de recherches, qui passe en revue tous les secteurs de recherche, et en examine de nouveaux. Pour ne pas se laisser distancer, le Canada doit agir et faire preuve de suffisamment de dynamisme afin de voir quelles sont les possibilités et lesquelles il nous faut saisir.

La recherche fondamentale est importante, tout comme la recherche appliquée. À titre de présidente du Comité permanent de l'industrie, de la science et de la technologie, j'ai entendu entre 15 et 17 témoins. Ceux-ci ont tous dit que le financement était certes important, mais que la façon de gérer les fonds l'était encore plus. Nous devons apprendre à intéresser et à stimuler nos industries pour qu'elles entreprennent elles-mêmes des projets de recherche-développement dans le secteur privé, et à intéresser les jeunes aux études en sciences et en génie. Il faut intéresser les jeunes aux niveaux élémentaire et secondaire. C'est un problème grave. Je sais que ces niveaux d'enseignement relèvent des provinces. Le temps est peut-être venu de tenir un débat pour savoir si le gouvernement doit proposer certaines normes en matière d'éducation, mais nous y reviendrons une autre fois. Je souhaite en tout cas qu'on intéresse nos jeunes aux études en sciences et en technique.

En guise de conclusion, je voudrais dire que le gouvernement appuie sans réserve la science et la technologie et la recherche-développement. En outre, nous appuyons le plan quinquennal du CNRC proposé par M. Perron et nous assurons à cet organisme que nous l'aiderons de notre mieux.

[Français]

**M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester):** Je vous remercie, monsieur le Président, de me donner l'occasion de répondre à la députée de Calgary-Sud-Ouest, du parti progressiste conservateur.

[Traduction]

Je l'ai entendue vanter tout ce que le gouvernement a fait de bien. Avant de lui poser la question, je voudrais faire une observation sur le Conseil national de recherches, qui est situé dans ma circonscription, Carleton—Gloucester, et où habitent la plupart de ses employés.

Quand le parti ministériel a pris le pouvoir, en novembre 1984, il a retranché 60 millions de dollars du budget du conseil. Il a fait disparaître la Division de l'énergie, le Secrétariat de l'environnement, l'Institut des techniques de fabrication, l'Institut d'électro-chimie et l'Institut de recherches sur les régions froides, ce qui a entraîné la mise à pied de 80 personnes.